



Déclaration liminaire au CSA AUBE

Du 8 juillet 2024

L'obligation de réserve est désormais levée au terme d'une séquence politique inédite.

Cependant, c'est pour entretenir la bonne qualité du dialogue social que vous avez voulu consulter ce comité social d'administration départemental sur vos mesures d'ajustement de carte scolaire pour la rentrée 2024.

Nous en profitons pour vous alerter sur notre réelle difficulté à suivre et comprendre la gestion des moyens de notre département. Au fil des instances, les versions et mesures présentées génèrent de la confusion : par exemple, pourquoi présenter aujourd'hui 20 mesures d'ajustement alors que certaines semblaient déjà actées ?

Selon nous, il nous manque des informations sur les moyens et dotations réellement disponibles tout au long des opérations préparatoires de carte scolaire.

Rien sur les dotations complémentaires depuis la dotation nationale de janvier pour le premier degré.

Aucun document n'est communiqué pour information sur les ajustements des structures du second degré.

La bonne qualité du dialogue social auquel vous rappelez souvent votre attachement ne peut se résumer à un calendrier de rencontres.

Les moyens dont nous disposons à la veille de cette rentrée pour organiser le fonctionnement des écoles et établissements dépendent essentiellement de la politique menée depuis 2017 par un gouvernement aujourd'hui sanctionné par les urnes.

A force de réformes et d'obsessions conservatrices et rétrogrades, l'école de la république a-t-elle aujourd'hui réellement les moyens de former l'esprit critique de ses élèves ? La forte et inquiétante progression de l'extrême droite montre l'urgence d'une éducation émancipatrice de nos élèves dont les consciences semblent happées par les réseaux sociaux.

La FSU continuera de s'engager au quotidien pour défendre son projet d'une école œuvrant à cette émancipation individuelle et collective.

Les représentants de la FSU Aube